

# Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 63  
Excusés : 14  
Absents : 3

**REUNION DU 1<sup>ER</sup> MARS 2021**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI PREMIER MARS à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

## ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEUF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

## EXCUSES

Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. FERREIRA Lino, Mme JAOUANI Amel, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme MABCHOUR Najet, Mme PINHEIRO Amélie.

## AYANT DONNE POUVOIR A

Mme MAROUN Séverine, M. MIGNOT Didier, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme MEYER Karine, Mme MEKKI Chérifa, M. MORIN Sébastien, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BESCHIZZA Bruno, M. LAPORTE Pierre, M. GUYON Olivier, M. MANGIN Anthony, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. BAILLON Jean-François, M. CANNAROZZO Frank,

## ABSENTS

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly.

## SECRETAIRE DE SEANCE

M. ATTIORI Olivier

## DELIBERATION N°13 - AMENAGEMENT - AREOLIANS PARIS - TRANSFERT DE PROPRIETE D'INFRASTRUCTURES REALISEES DANS LE PERIMETRE DE LA ZAC SUD CHARLES DE GAULLE ENTRE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL ET L'ASL AEROLIANS PARIS GESTION

### **Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine VALLETON,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5219-2 et suivants et L.5211-37,

**Vu** le code civil, notamment ses articles 516 et suivants,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2008 portant création de la ZAC Sud Charles de Gaulle, ensemble le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de ladite ZAC,

**Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Terres de France en date du 27 septembre 2010,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-0274 du 27 janvier 2012 portant approbation du programme des équipements publics de la ZAC Sud Charles de Gaulle,

**Vu** la convention partenariale signée par l'EPT, la commune de Tremblay-en-France et GPA le 7 avril 2017,

**Vu** la convention partenariale signée par l'EPT et l'ASL AeroliansParis Gestion le 27 septembre 2019 ;

**Vu** les statuts de l'ASL AeroliansParis Gestion,

**Vu** l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat en date du 28 janvier 2021,

**Vu** les documents ci-après joints à la présente délibération identifiant les infrastructures considérées, à savoir :

- un plan de situation avec état parcellaire ;
- un repérage sur plan masse ;
- un plan de récolement ;
- un plan synoptique des réseaux concernés.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20210315-13-01-03-2021-DE  
Date de télétransmission : 15/03/2021  
Date de réception préfecture : 15/03/2021

**Considérant** que conformément aux clauses de la convention partenariale du 7 avril 2017, Grand Paris Aménagement doit remettre en gestion puis céder à l'EPT les équipements réalisés au sein de la ZAC Sud Charles de Gaulle énumérés par le programme des équipements publics de ladite ZAC ;

**Considérant** que ces équipements comprennent notamment les infrastructures suivantes, délimitées par les documents joints à la présente délibération et dont l'emprise fera l'objet de divisions en volume établies par géomètre-expert, à savoir :

- le réseau d'éclairage urbain (candélabres et réseaux électriques) ;
- le réseau d'alimentation en eau potable ;
- le réseau des eaux usées ;
- les réseaux de télécommunication et vidéo-protection (positionnement des fourreaux hors câblage et installations) (ci-après « les Infrastructures ») ;

**Considérant** l'opportunité de céder les infrastructures à l'ASL AeroliansParis Gestion, en vue de permettre des économies comme d'assurer leur gestion pérenne et qualitative conforme aux statuts de l'association ;

**Considérant** que cette cession pourra intervenir à échéances successives, dès qu'un groupe fonctionnel d'ouvrages comprenant tout ou partie des infrastructures concernées aura été achevé, réceptionné, remis en gestion puis cédé à l'EPT; conformément aux clauses de la convention partenariale du 27 septembre 2019, l'ASL sera invitée à participer aux opérations de réception organisées par Grand Paris Aménagement avant la remise en gestion de toute infrastructure ; concomitamment à la cession des infrastructures, l'EPT remettra à l'ASL tous documents afférents utiles à leur gestion, notamment le dossier des ouvrages exécutés (DOE), les pièces du marché afférent en sa possession, les résultats d'essais éventuels et une note sur les caractéristiques techniques des ouvrages ;

**Considérant** que pour plus de simplicité, la cession des Infrastructures pourra être réitérée par actes authentiques ou en la forme administrative de manière groupée,

**Considérant** que la cession portera non seulement sur les Infrastructures mais également sur le volume immobilier constituant l'emprise desdites infrastructures, conformément aux divisions en volume opérées par un géomètre expert ;

**Considérant** que la gestion et l'entretien des infrastructures devront être réalisées par l'ASL, postérieurement à leur acquisition, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment les articles R.119-1 et suivants du code de la voirie routière et L.583-1 et suivants du code de l'environnement en ce qui concerne le réseau d'éclairage urbain ;

**Considérant** qu'aux termes d'un avis en date du 28 janvier 2021, la direction de l'immobilier de l'Etat a confirmé l'absence de valeur vénale intrinsèque des infrastructures considérées, qui ne peuvent être cédées qu'à l'euro symbolique;

#### **Après en avoir délibéré :**

- **Approuve** la vente à l'euro symbolique à l'ASL AeroliansParis Gestion des infrastructures ci-après, telles que désignées dans les documents joints à la présente délibération, Cette cession emportera également transfert de propriété à l'ASL des lots volumes immobiliers constituant l'emprise des Infrastructures précitées, tels que définis par divisions en volume établies par un géomètre expert
- **Approuve** les termes de l'avenant n°2 à la convention partenariale du 27 septembre 2019, tel que joint à la présente délibération, visant à actualiser cette convention pour tenir compte de la cession des Infrastructures.,
- **Autorise** le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération, particulièrement les actes de cession des infrastructures visées et ledit avenant.

**Adopté à l'unanimité**

Le président  
**Bruno BESCHIZZA**

